

CDH, MR et Ecolo proches d'un accord radical sur la gouvernance

- La nouvelle rencontre CDH-MR-Ecolo n'a pas été décisive, malgré des avancées.
- Pour la première fois, le MR et le CDH ont voté ensemble au Parlement wallon.
- Les difficultés en vue pour la Fédération Wallonie-Bruxelles arrangent les régionalistes.

Les présidents du CDH, du MR et d'Ecolo sont toujours assis à la même table. C'est sans doute ce qu'il faudra retenir de la réunion des trois partis qui, mardi, a démarré sous la pression publique des écologistes.

Dès l'entame des discussions, engagées, pour rappel, par le président du CDH Benoît Lutgen en vue de rejeter le PS dans l'opposition à tous les niveaux, les verts ont clairement indiqué que des accords devaient intervenir rapidement. Sous peine de les voir s'en aller révolutionner la gouvernance politique *"dans une autre configuration"*. Dixit la coprésidente Zakia Khattabi.

Celle-ci a par ailleurs affirmé que sept propositions d'Ecolo étaient à ses yeux incontournables en vue de poursuivre l'aventure tripartite. Lesquelles? Un peu de patience... Cette réforme de la gouvernance demeure avant tout un préalable à tout autre type de discussions. Les écologistes ne *"négocient aucune participation gouvernementale"*, ont-ils rappelé mardi.

Message pour Lutgen

Il faut croire qu'Ecolo, CDH et MR sont toutefois parvenus à faire sortir le processus d'un surplace qui commençait à agacer tout le monde, alors que le fonctionnement du gouvernement

wallon continue d'être perturbé par l'animosité qui flambe désormais entre PS et CDH.

Faut-il parler d'un accord pour autant? Non. Comme le MR, les verts préfèrent parler *"d'avancées dans une direction positive"*. *"Nous n'allons pas nous satisfaire de simples paroles, glisse-t-on en interne. Le climat de confiance n'est pas encore suffisant."*

Un message qui semble être adressé d'abord à Benoît Lutgen qui ne *"dit pas toujours la même chose à tout le monde"*, confie un proche des discussions.

Par communiqué, Ecolo a insisté sur deux points qui figurent parmi les sept pivots de ses propositions en matière de gouvernance: le décumal des mandats que les verts veulent total et le plafonnement des rémunérations, privées également, des mandataires politiques. Deux points pour lesquels des divergences persistent, dit Ecolo.

Certaines sources indiquent que la limite des 50 000 habitants pour le décumal entre une fonction exécutive communale et un mandat de député, avancée par le MR, constitue une variable d'ajustement dans l'optique d'un compromis.

Deux autres propositions fortes sont sur la table: la fin de la clé Imperiali pour la distribution des sièges pour les élections communales (cette clé renforce la représentation des grands par-

tis et freine l'ancrage local d'Ecolo) et la création d'une circonscription wallonne unique qui élirait 20% du Parlement wallon. La suppression des provinces est également au menu.

Selon certaines sources, on parle aussi de la suppression de l'effet dévolutif de la case de tête, de la fusion des zones de police à Bruxelles, du transfert de compétences des communes vers la Région bruxelloise.

Maingain toujours en "bilatérales"

Au total, un package de quelque quatre-vingts propositions et des convergences qui feront l'objet d'analyses techniques mercredi avant une nouvelle réunion jeudi, annonce Benoît Lutgen. Chez les verts, on estime que ce sera la dernière. Ça passera ou ça cassera donc.

Le MR salue quant à lui des *"avancées majeures"*, en insistant sur l'importance de mettre fin à la crise qui secoue les gouvernements francophones.

Pour cause, les discussions du moment ne portent toujours pas sur la constitution de nouvelles majorités en Wallonie, à Bruxelles et en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Olivier Maingain, président de Défi, poursuit quant à lui ses entretiens bilatéraux. Il verra son homologue du MR, Olivier Chastel, jeudi également.

Incontournable en Région bruxelloise, Défi semble préférer le statu quo quitte à constituer des accords *"à la carte"* avec Ecolo jusqu'à la fin de la législature régionale. Ce que les verts, pas candidats au pouvoir *"dans les circonstances actuelles"*, sont apparemment prêts à faire.

M.Co., S.Ta. et F.C.

Pour Bruxelles, MR, CDH et Ecolo sont d'accord pour la fusion des zones de police et pour le transfert de compétences communales vers la Région.

Parlement wallon

Une majorité MR-CDH

Vote. Dans l'entretien qu'il a accordé à "La Libre" en fin de semaine dernière, le vice-président du gouvernement wallon, Maxime Prévot (CDH), expliquait qu'il entendait bien faire voter par le Parlement wallon sa réforme de l'IPW (Institut du patrimoine wallon). Une nouvelle structure (l'Agence wallonne du patrimoine) devant être effective en janvier prochain, Maxime Prévot, fort d'un accord entre le PS et le CDH, avant la crise politique, espérait bien que celui-ci serait respecté. Mardi en commission, si les députés PS ont

souhaité mettre quelques bâtons dans les roues du CDH, en proposant une modification technique, leur proposition s'est vu opposer un vote six contre six (six PS contre quatre MR et deux CDH). La demande du PS a été rejetée – l'égalité dans le vote étant assimilée à un vote contre – et le texte continuera son chemin ce mercredi en séance plénière au Parlement wallon. Manifestement, le groupe PS aurait décidé de s'abstenir sur ce texte, lors du vote en plénière, ce qui, de facto, laissera le champ libre au CDH qui aura besoin du MR, pour faire voter son texte. Depuis que Benoît Lutgen a retiré la prise des gouvernements, c'est la première fois que cette majorité alternative vote sur un texte. **S.Ta.**

Le chaos annoncé pour la Fédération Wallonie-Bruxelles fait rêver les régionalistes

L'histoire peut parfois prendre des détours étonnants. La renégociation des majorités dans les entités fédérées redonne de l'espoir aux régionalistes. En particulier du côté wallon, le "tout à la Région" était revenu à la mode ces derniers mois dans plusieurs partis. Et le trouble engendré par Benoît Lutgen, lorsqu'il a appelé à rejeter le PS dans l'opposition, va peut-être donner du grain à moudre à cette vision de l'avenir institutionnel de la Belgique.

En effet, si jamais, comme on le pressent, un gouvernement CDH-MR (avec Ecolo?) voyait le jour en Wallonie tandis que le gouvernement bruxellois restait à gauche (de type PS-Ecolo-Défi ou un statu quo avec l'actuel PS-CDH-Défi), le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) serait empêtré dans des querelles partisanes.

Explications. En principe, il est de bon ton que l'exécutif de la FWB reflète la composition des gouvernements wallon et bruxellois. Et, idéalement, il est également de bon ton que des ministres à "double casquette" (certains ministres régionaux sont en même temps ministres à la Fédération) soient désignés dans ce souci de représentation des deux Régions. Et c'est là que le fédéralisme belge se mord la queue : comment faire fonctionner ce niveau de pouvoir stratégique qui gère notamment l'enseignement avec des gouvernements régionaux, wallon et bruxellois, potentiellement opposés politiquement ? Soyons clairs : c'est la paralysie quasiment assurée...

Et cela échauffe les régionalistes, partisans de la suppression de la Fédération Wallonie-Bruxelles ou, en tout cas, de sa transformation en une coquille vide. "Si Bruxelles va à gauche toute la régionalisation et la disparition de la Fédération font un bond en avant. Qui aurait cru que les choses avanceraient aussi vite ? Il n'y a même plus besoin d'arroser l'arbre pour en faire tomber les prunes", se réjouit un régionaliste. Un autre mandataire wallon nuance cependant cette euphorie : "Un gouvernement de la Fédération sans ministre bruxellois dedans,

ce serait un coup d'Etat. On pourrait dire qu'on régionalise davantage mais on ne pourrait pas supprimer la Fédération Wallonie-Bruxelles aussi facilement. Elle figure toujours dans la Constitution sous l'appellation 'Communauté française'."

De Wever n'y aurait jamais pensé

Pour Pascal Delwit, professeur de science politique à l'ULB, il faut rester prudent. Les thèses régionalistes ne sont pas si faciles à appliquer : "Il sera difficile de faire advenir de nouveaux

"Un gouvernement de la Fédération sans ministre bruxellois dedans, ce serait un coup d'Etat."

Un élu wallon

transferts de compétences de la Fédération vers la Région wallonne et vers la Cocof (la Commission communautaire française qui assure, au sein de la Région bruxelloise, les compétences de la Fédération, NdIR). En tout cas, cette situation remettrait à l'avant-plan la question du cadre institutionnel en Belgique de manière inattendue. De Wever avait parié que cela viendrait du PS en l'envoyant dans l'opposition, mais il n'imaginait sans doute pas le scénario actuel."

F.C.